

**PROPOSITION DE RÉVISION DE LA CAPACITÉ ANNUELLE
DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES**

**INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST À DONZERE**

Rédacteur - Affaire Suivie par

Pascal BRIE - VALENCE

Subdivision 6 – Gestion des déchets

Tél. : 04 75 82 46 37

Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

Ref DREAL : 20250918-RAP-DAEN1033

Vérificatrice

Céline DAUJAN - VALENCE

Approbateur

RÉFÉRENCE DU DOSSIER

Références	Code de l'environnement, articles L. 541-25-1, R. 181-45 et R. 181-46 Arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 modifié Lettre du Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes adressée le 30 juin 2025 au Préfet de la Drôme
Exploitant	Société SUEZ RV Centre Est
Adresse de l'établissement	345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE
Activités exercées	Stockage de déchets dangereux Stockage de déchets non dangereux non inertes
Code AIOT	0006107044
Priorité	PN
Pièces jointes	<u>ANNEXE 1</u> : Présentation de l'ISDND située à Donzère <u>ANNEXE 2</u> : Paragraphe II de l'article L. 541-25-1 du C.E. <u>ANNEXE 3</u> : Projet d'arrêté complémentaire
Transmission des documents	
- original	DDPP 26
- copies	Inspecteur signataire

1 – INTRODUCTION

Le Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes a adressé le 30 juin 2025 aux Préfets de la Drôme, de l'Isère et de la Loire, une lettre leur demandant la révision des capacités annuelles de stockage des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes (ISDND) situées dans leurs départements respectifs, selon les valeurs figurant dans un tableau joint.

Cette action doit permettre d'atteindre l'objectif suivant fixé par le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes et par la loi : **Réduction des capacités d'enfouissement de 50 % entre 2010 et 2025 pour atteindre une capacité régionale autorisée, à cet horizon, de 1,1 MT de déchets non dangereux non inertes et non valorisables.**

2 – RAPPEL SUR LA GESTION DES DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES DANS LA DROME

Aucune unité d'incinération de déchets non dangereux non inertes n'est exploitée dans le département de la Drôme. Par contre, les trois ISDND suivantes y sont exploitées :

ISDND exploitée par la société COVED (Groupe PAPREC) aux Granges Gontardes :

Son exploitation est autorisée jusqu'au **1er janvier 2040**. Sa capacité est limitée à **60 000 t/an depuis le 1er janvier 2025** (100 000 t/an en 2024, dans l'ISDND de Roussas, qui a fermé le 31/12/2024).

L'arrêté préfectoral d'autorisation relatif à cette ISDND date du 1^{er} décembre 2020, son article 1.2.1 permet d'augmenter de 15 000 tonnes, à partir du 1^{er} janvier 2025, sa capacité maximale annuelle, sans avoir à instruire un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale, mais sous réserve du respect de la capacité maximale départementale fixée par le SRADDET, soit 300 000 t/an. Cette limite est atteinte (voir plus loin). Ainsi, augmenter la capacité de l'ISDND de la société COVED impliquerait de diminuer d'autant la capacité d'une autre ISDND de la Drôme.

ISDND exploitée par la société ONYX ARA à Chatuzange Le Goubet :

Son exploitation est autorisée jusqu'au **31 décembre 2043**. Depuis le 1^{er} janvier 2025, sa capacité est limitée à **90 000 t/an** (150 000 t/an en 2024).

L'arrêté préfectoral d'autorisation relatif à cette ISDND date du 9 juillet 2020, son article 1.2.1 permet d'augmenter de 50 000 tonnes, à partir du 1^{er} janvier 2025, sa capacité maximale annuelle, sans avoir à instruire un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale, mais sous réserve du respect de la capacité maximale départementale fixée par le SRADDET, soit 300 000 t/an. Cette limite est atteinte (voir plus loin). Si la capacité de l'ISDND de la société SUEZ RV Centre Est est révisée à la baisse de 50 000 t/an, la révision d'autant à la hausse de la capacité de l'une des deux autres ISDND de la Drôme est possible.

ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre Est à Donzère : (voir présentation en annexe 1)

Son exploitation est autorisée jusqu'au **1^{er} janvier 2034**. L'arrêté préfectoral d'autorisation relatif à cette ISDND date du 3 juillet 2014, il fixe sa capacité maximale à **200 000 t/an**, et sa capacité moyenne (*) à **150 000 t/an**.

(*) L'article 1.2.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation précise :

« L'exploitant doit veiller à respecter une capacité moyenne globale de 150 000 tonnes par an. Si cette valeur moyenne, calculée depuis le 1er janvier 2014, est dépassée sur trois années consécutives, l'exploitant devra présenter à la commission de suivi de site un programme de réduction permettant de revenir à son respect dans un délai à justifier. »

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2025, la capacité globale des 3 ISDND exploitées dans la Drôme s'élève donc à **300 000 t/an**, en prenant en compte pour l'ISDND de Donzère la capacité moyenne et non la capacité maximale.

Pour les ISDND des sociétés COVED et ONYX, les capacités maximales annuelles sont atteintes depuis plusieurs années, ce qui n'est pas le cas pour l'ISDND de la société SUEZ RV Centre Est.

Selon les rapports annuels d'activités, la situation est la suivante :

ISDND	Capacité maximale autorisée (tonnes)		Quantité de déchets non dangereux non inertes reçue en 2024
	En 2024	En 2025	
SUEZ RV centre Est	200.000	200.000	101 261, 280 tonnes
ONYX	150.000	90.000	150 000 tonnes
COVED	100.000	60.000	97 616,74 tonnes

Dans sa lettre du 30 juin 2025 sus-mentionnée, le Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes rappelle que le SRADDET identifie les capacités maximales d'enfouissement par département, qui constituent l'objectif de la trajectoire régionale de réduction de l'enfouissement : Pour le département de la Drôme, cette capacité maximale d'enfouissement s'élève à **300 000 t/an**.

3 – LETTRE DU 30 JUIN 2025 DU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Ses points essentiels sont les suivants :

3.1 – Contrats signés par la Région et trois exploitants d'ISDND

Le Président précise qu'en 2023, afin que les objectifs du SRADDET soient atteints, la Région a contracté avec trois exploitants d'ISDND en Isère, Drôme et Loire, lesquels se sont engagés à demander volontairement aux Préfets des départements concernés, des modifications de capacités annuelles de façon à ce qu'au 1^{er} janvier 2025, les prescriptions du SRADDET soient respectées.

Mais l'un des exploitants, la société SUEZ RV Centre Est, a informé la préfecture de la Drôme par lettre du 10 juillet 2024 qu'il ne respecterait finalement pas les engagements figurant dans son contrat. De ce fait, les équilibres notamment territoriaux qui avaient été définis en coopération avec l'ensemble des parties concernées, s'en trouvent bouleversés.

3.2 – Recours à la réglementation

Constatant cette situation de blocage, le Président décide de recourir au paragraphe II de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement (voir annexe 2) : Il demande son application aux préfets de la Drôme, de l'Isère et de la Loire, puisque le but de la révision de la capacité annuelle des ISDND

est bien « d'améliorer la prise en compte des objectifs définis aux 4° et 6° du II de l'article L. 541-1 du présent code. »

Les paragraphes 4 et 6 du II de l'article L. 541-1 précisent :

...

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

...

6° D'assurer, notamment par le biais de la planification relative aux déchets, le respect du principe d'autosuffisance ;

...

Le Président indique également que les conditions fixées au paragraphe II de l'article L. 541-25-1 pour imposer réglementairement une révision de la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux non inertes aux ISDND sont respectées :

Ces conditions sont les suivantes : (voir annexe 2)

1° Son périmètre couvre l'ensemble des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes d'un même département. La capacité d'une installation couverte par cette révision peut cependant ne pas être modifiée si l'application des critères ci-après aboutit à une variation de moins de 10 % de la capacité annuelle autorisée

Le Président précise que l'ensemble des ISDND du département de la Drôme sont concernées par la demande de révision. La capacité de l'ISDND exploitée par la société COVED à Roussas, puis aux Granges Gontardes, a été réduite de plus de 50 % (150 000 tonnes en 2010 – 60 000 tonnes en 2025).

2° Des révisions similaires, utilisant les mêmes critères, ont été prescrites dans les autres départements de la même région, ou le seront dans un délai de moins d'un an

Le Président précise que la demande de révision est formulée en parallèle de la présente, dans des conditions identiques, auprès des préfets de deux des cinq autres départements concernés, à savoir l'Isère et la Loire, et le sera pour les trois autres départements (Ain, Allier, Cantal) au cours du premier semestre 2026, soit dans le délai requis.

3° Pour chaque installation couverte par le périmètre de la révision, les critères permettant de définir la capacité révisée de l'installation sont les suivants :

« a) La nature des déchets admis dans l'installation ;

« b) Pour les capacités de stockage de déchets ménagers et assimilés, le nombre d'habitants et la typologie d'habitat du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte des variations saisonnières et de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets ;

« c) Pour les capacités de stockage de déchets d'activité économique, l'activité économique du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets

Les « Considérants » figurant dans le projet d'arrêté complémentaire en annexe 3 au présent rapport mettent en évidence le respect des conditions d'utilisation sus-citées.

3.3 – Instauration d'une période dérogatoire

Le Président appelle l'attention sur les fermetures prévisionnelles de certaines ISDND en Auvergne-Rhône-Alpes et sur la temporalité incertaine de déploiement de nouvelles capacités de valorisation énergétiques. Ceci conduit la Région à demander l'instauration d'une période dérogatoire entre septembre 2028 et décembre 2030, avec la possibilité de délivrance d'arrêté annuel complémentaire par site, en sus des demandes exceptionnelles pour travaux ou gestion de crise.

4 – RÉGLEMENTATION APPLICABLE

L'article R. 181-46 du Code de l'environnement précise :

« I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

La diminution de la capacité annuelle de l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre Est à Donzère n'est pas substantielle, ni même notable, puisqu'elle ne peut que réduire les éventuelles nuisances liées à l'exploitation de ce centre.

5 – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes a adressé le 30 juin 2025 au Préfet de la Drôme, une lettre lui demandant la révision des capacités annuelles de stockage des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes (ISDND) situées dans la Drôme, selon un tableau joint. Ce tableau conduirait à :

- limiter à 100 000 tonnes par an la capacité de stockage de déchets non dangereux non inertes de l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre Est à Donzère ;
- augmenter à 140 000 tonnes par an la capacité de stockage de déchets non dangereux non inertes de l'ISDND exploitée par la société ONYX ARA à Chatuzange Le Goubet.

Les conditions d'utilisation de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement pour imposer la révision de ces capacités annuelles étant respectées, nous proposons que madame la Préfète de la Drôme impose à la société SUEZ RV Centre Est une capacité maximale annuelle limitée à 100 000 t/an, un projet d'arrêté complémentaire établi en ce sens est joint en annexe 3 au présent rapport. Conformément à l'article L. 541-25-1, l'arrêté préfectoral complémentaire imposant cette diminution ne sera pas effectif avant le 1^{er} janvier 2029.

Pour ce qui concerne les inquiétudes affichées par le Président à partir de septembre 2028, il ne paraît pas indispensable d'agir immédiatement.

ANNEXE 1

Présentation de l'ISDND située à Donzère

L'installation de stockage de déchets exploitée à Donzère par la société SUEZ RV Centre Est, est autorisée depuis 1981, d'abord en tant que carrière, puis installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et dangereux (casier de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes).

L'arrêté préfectoral d'autorisation réglementant l'ensemble des installations exploitées dans ce site date du 3 juillet 2014. Il a été modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux. Les installations autorisées sont les suivantes :

- un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux, d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- une unité de rupture de charge pour l'accueil, dans un bâtiment fermé, des déchets susceptibles de générer des vols ;
- une plate-forme de valorisation de métaux ;
- une plate-forme de valorisation de bois ;
- une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (déchets dangereux) ;
- une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux (extension Nord DONZERE 2).

Signalons que le centre de tri et de transfert de déchets non dangereux, les plate-formes de valorisation de métaux et de bois, et l'aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles **n'existent pas à ce jour**.

L'ISDND se compose de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées :

- **DONZERE 1** : Cette zone est en période de post-exploitation pour une durée de 30 ans depuis le 31 décembre 2000 (article 1.7.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014).

- **DONZERE 2** : L'exploitation de cette zone est achevée depuis plusieurs années, mais sa couverture finale n'est pas totalement en place du fait de sa connexité avec la zone Extension NORD DONZERE 2, dont l'exploitation nécessite de passer sur une partie de DONZERE 2.

- **Extension NORD DONZERE 2** : Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de cette zone, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation se situerait **au second semestre 2026**.

- **DONZERE 3** : L'exploitation de cette zone succédera à celle de la zone Extension NORD DONZERE 2.

ANNEXE 2

Paragraphe II de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement

II. L'autorité administrative peut réviser la capacité annuelle de stockage, à la demande du président du conseil régional ou, pour la Corse, de l'autorité prévue à l'article L. 4424-37 du code général des collectivités territoriales, dans le but d'améliorer la prise en compte des objectifs définis aux 4° et 6° du II de l'article L. 541-1 du présent code. Cette révision prend effet au plus tôt trois ans après la date de la notification de la décision de l'autorité administrative à l'exploitant.

« La révision ne peut être engagée qu'aux conditions suivantes :

« 1° Son périmètre couvre l'ensemble des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes d'un même département. La capacité d'une installation couverte par cette révision peut cependant ne pas être modifiée si l'application des critères ci-après aboutit à une variation de moins de 10 % de la capacité annuelle autorisée ;

« 2° Des révisions similaires, utilisant les mêmes critères, ont été prescrites dans les autres départements de la même région, ou le seront dans un délai de moins d'un an ;

« 3° Pour chaque installation couverte par le périmètre de la révision, les critères permettant de définir la capacité révisée de l'installation sont les suivants :

« a) La nature des déchets admis dans l'installation ;

« b) Pour les capacités de stockage de déchets ménagers et assimilés, le nombre d'habitants et la typologie d'habitat du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte des variations saisonnières et de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets ;

« c) Pour les capacités de stockage de déchets d'activité économique, l'activité économique du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets.

« Cette révision ne peut donner lieu à aucune indemnité.

Le présent II ne s'applique pas aux installations relevant du ministère de la défense.